

Unité Interdépartementale 39-71
4 rue du Curé Marion
39000 Lons-le-Saunier

Lons-le-Saunier,

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

JURA GRANULATS SA (Charchilla)

route de Crenans
39260 Charchilla

Références : LB/MV/2023/L_312
Code AIOT : 0005901639

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/07/2023 dans l'établissement JURA GRANULATS SA (Charchilla) implanté route de Crenans A la Perriere 39260 Charchilla. L'inspection a été annoncée le 06/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- JURA GRANULATS SA (Charchilla)
- route de Crenans A la Perriere 39260 Charchilla
- Code AIOT : 0005901639
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le but de la visite d'inspection est de vérifier le respect de certaines des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° AP-2010-21-DREAL du 26 novembre 2010.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- rejets atmosphériques, surveillance des retombées ;
- surveillance des rejets des eaux pluviales ;
- vibration (surveillance).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	phasage extraction	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 20	/	Sans objet
3	déclaration GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	niveau de production	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 3	/	Sans objet
4	plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 25	/	Sans objet
6	surveillance rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 26.5	/	Sans objet
8	suivi retombées poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
9	modalités d'extraction	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 15	/	Sans objet
10	mesures vibration	Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 29	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, le site est propre et bien tenu. Deux non-conformités sont relevées à l'issue de la visite:

- l'exploitation présente un retard dans le phasage d'extraction,
- l'exploitant ne réalise pas annuellement sa déclaration GERP.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : niveau de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 3
Thème(s) : Situation administrative, niveau de production
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : "La quantité annuelle maximale autorisée à extraire est de 300 000 tonnes de calcaire commercialisable sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 6 ci-après."
Constats : Au vu des déclarations indiquées par l'exploitant pour 2021 et 2022, la production annuelle maximale est conforme aux quantités autorisées par l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2010.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : phasage extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 20
Thème(s) : Autre, phasage extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitation est réalisée en six phases quinquennales (plans en annexe 2 à 7) : Phase 1 : Les travaux d'extraction progressent vers le Sud sur la zone précédemment autorisée. Phase 2 : Les travaux progressent vers le Sud sur la zone d'extension en privilégiant les zones en limite Est afin de les remettre en état. Phase 3 : : Les travaux se poursuivent jusqu'en limite Sud et le niveau d'exploitation est approfondi sur toute la largeur dans une direction général d'exploitation Sud-Nord. Phase 4 : Les travaux continuent au niveau inférieur du Sud vers le Nord. Seule la partie Ouest est extraite pour simplifier l'établissement de la rampe d'accès et l'utilisation du tapis de plaine. Phase 5 : La partie Est du niveau inférieur est extraite. Phase 6 : Les travaux se terminent sur le niveau inférieur. A la fin, seules des installations mobiles sont utilisées.
Constats : Lors de la précédente inspection en 2020, l'exploitation était en retard de phasage. Par courrier du 24/09/2020, l'exploitant a indiqué qu'il y aurait une augmentation de tonnage à partir du printemps 2021. Aujourd'hui l'exploitation devrait être en milieu de phase 3, or elle est toujours en phase 2. NON-CONFORME : l'exploitation ne respecte donc pas le phasage défini à l'article 20 de l'AP de 2010. => il est rappelé que toute modification apportée à l'installation et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation (cf. art. 39 de l'AP-2010-21-DREAL du 26 novembre 2010)."
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Autre, déclaration GERE
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est soumis à la déclaration annuelle prévue par l'arrêté du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ; en particulier au V de l'article 4 correspondant aux exploitations de carrières visées à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées.
Constats : NON-CONFORME : la dernière déclaration GERE de l'exploitant date de 2020, il n'a pas réalisé sa déclaration en 2021 et 2022.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 25
Thème(s) : Autre, plan d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,• le bord de la fouille, la limite de 10 m fixée à l'article 19 et les stations de Pulsatille vulgaire et de Gentiane croisettes,• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF) en particulier de l'aire des stockages et des banquettes découpant les fronts,• les zones remises en état,• la position des éléments de surface à protéger visés à l'article 18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'Inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : OBSERVATION : le plan présenté par l'exploitant (plan au 1/750 réalisé par le bureau d'études SOPRECO, Etat des lieux janvier 2023, levé du 10/01/2023) comprend les éléments prescrits à l'article 25 de l'arrêté préfectoral du 26 novembre 2010, cependant les points d'amélioration suivants sont attendus : <ul style="list-style-type: none">- les couleurs et formes des limites des périmètres d'exploitation sont les mêmes que celles utilisées pour matérialiser les talus ;- les stations de Pulsatille vulgaire et de Gentiane ne sont pas clairement identifiables.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : surveillance rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 26.5
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance rejets eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures telles que les eaux de ruissellement sur l'aire aménagée pour les engins de chantiers, telle que prévue à l'article 271, doivent transiter par un dispositif débourbeur séparateur d'hydrocarbures. Les normes de rejet dans le milieu naturel sont : <ul style="list-style-type: none">• MEST (matières en suspension totale) : < 35 mg/l (norme NF T 90 105)• Hydrocarbures : < 10 mg/l (norme NF T 90 114)• D.C.O. : < 125 mg/l (norme NF T 90 101).
Constats : L'exploitant a transmis le rapport du bureau d'études Sciences Environnement sur les résultats de l'analyse périodique de rejets aqueux pour l'année 2023. Les résultats des analyses réalisées sur un prélèvement du 08/03/2023 sont conformes aux seuils des normes de rejet dans le milieu naturel. Par ailleurs, la dernière vidange du décanteur-déshuileur a été réalisée le 24/06/2021 et l'exploitant a fourni le bordereau de suivi de déchet correspondant correctement rempli.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : suivi retombées poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, suivi retombées poussières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 19.7. Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m2/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m2/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : L'exploitant assure le suivi des retombées atmosphériques totales conformément à l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994. Pour la campagne de 2022 réalisée par le bureau d'études ITGA, l'ensemble des mesures de retombées atmosphériques faites sur les stations de type (b) présentent des résultats conformes à l'objectif fixé par l'article 19.7 de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 (cf. rapport du 17/03/2023).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : modalités d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/09/1994, article 15
Thème(s) : Autre, modalités d'extraction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une réunion chaque année doit être organisée à l'initiative de l'exploitant où seront invités des représentants de la commune de CHARCHILLA, de CRENANS et du Parc Naturel Régional du Haut Jura. Un compte rendu devra être réalisé, lister les observations des participants et être à la disposition de l'Inspection des Installations Classées. Cette réunion doit faire le point en particulier sur : <ul style="list-style-type: none">• les éléments de sécurité du public autour de la carrière (merlon, clôture, belvédère),• les éléments d'exploitation concernant l'environnement du site (avancement des phases, déplacement du chemin, déplacement des clôtures et des merlons, ...)• la production de la carrière,• les résultats des mesures de vibration et de poussière,• les mesures compensatoires concernant le thésion à feuille de lin, les mesures d'évitement concernant les stations de Pulsatille vulgaire et de Gentiane croisettes ainsi que la remise en état .
Constats : Par sondage, l'inspection a pu vérifier que l'exploitant organise annuellement une réunion conformément à l'article 15 du 26/11/2010. La dernière en date a eu lieu le 23/05/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : mesures vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/11/2010, article 29
Thème(s) : Risques chroniques, mesures vibration
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 4 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [...] Les mesures sont systématiques pour chaque tir. A CRENANS, une mesure doit être réalisée sur la maison de Mr Vincent et une mesure doit être réalisée à chaque tir sur les différentes maisons habitées les plus exposées (plus proches, orientation du front,..) afin de définir l'habitation la plus «exposée» au bout d'un an. A CHARCHILLA, la mesure doit être faite à la mairie.
Constats : L'analyse de vibrations des tirs de mines de 2022 (11 tirs) sur la carrière réalisés par EXPLOROC donne des mesures de vitesse particulière inférieures à 4 mm/s soit en dessous du seuil fixé à l'article 29 de l'arrêté préfectoral du 26/11/2010.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet